

## Législatives : le pouvoir d'achat, plus concernant que l'emploi ?

« Les patrons inquiets face aux promesses de campagne sur le pouvoir d'achat », titre **Le Figaro** qui, en Une, signale que malgré l'énergie et les milliards alignés, aucun des partis en lice ne parvient à convaincre les acteurs économiques. Pire, chaque nouvelle mesure annoncée ne fait que renforcer la défiance des patrons déjà confrontés à une conjoncture défavorable. Un tel programme « finira forcément mal » met en garde **Patrick Martin**, évoquant les mesures du NFP, tandis que le RN ne parvient pas davantage à rassurer les chefs d'entreprise malgré les efforts déployés pour donner l'image d'un parti de gouvernement. Le « deal gagnant-gagnant » proposé par Jordan Bardella, consistant à offrir une exonération totale de charges patronales pendant cinq années à tout employeur qui augmenterait les salaires jusqu'à 10 %, rencontre un fort scepticisme chez les patrons. « C'est séduisant sur le papier mais ça va être une véritable usine à gaz », craint Michel Picon (U2P) selon lequel la formulation peut laisser croire à certains salariés la garantie prochaine d'une promotion à deux chiffres. L'institut Montaigne a estimé que cette mesure générerait une charge de 800 millions d'euros en 2025, de 4,8 milliards d'euros en 2027 et de 12 milliards d'euros en 2029. Autant d'argent qui va manquer pour financer un modèle social français déjà fragile. « La situation des caisses vieillesse et maladie est déjà inquiétante », s'alarme **Éric Chevée** (CPME). Selon les patrons, la meilleure chose que le futur gouvernement pourrait faire serait de ne rien faire. « La négociation dans les branches a montré son efficacité pour revaloriser les salaires », estime le président de l'U2P, qui invite à laisser la main aux partenaires sociaux. (Le Figaro, p.6)

« L'étonnante absence du chômage dans les programmes », titre **Les Echos** alors que le pouvoir d'achat a éclipsé l'emploi dans les priorités des Français, malgré un taux de chômage encore élevé. Relance par la demande ou poursuite de la politique de l'offre : les trois grands blocs en lice estiment que les embauches découleront naturellement de leurs programmes. Comment expliquer un tel impensé ? Pour le directeur du pôle opinion et stratégies d'entreprise de l'Ifop, Jérôme Fourquet, c'est simple : la question du chômage a effectivement disparu des priorités des Français. Elle est passée de la 6<sup>e</sup> à la 15<sup>e</sup> position des enjeux déterminants du vote entre les élections européennes de 2019 et celles de 2024. Autre preuve par les sondages, en 1993, 68 % des Français estimaient qu'il serait difficile de retrouver un poste en cas de perte d'emploi. Début 2024, ils n'étaient plus « que » 40 %. Le président d'Elabe, Bernard Sananès, croit aussi que la « relative amélioration » du marché du travail depuis quelques mois a complètement « éclipsé » la question de l'emploi derrière celle du pouvoir d'achat. Au point, même, que celle de la qualité de vie au travail, si prégnante lors de la réforme des retraites, est aussi très peu abordée, s'étonne-t-il. (Les Echos, p.2)